

L'outil WASH BAT pour éliminer les goulots d'étranglement qui entravent les progrès

Le ministère de l'Energie et des Mines, en collaboration avec l'UNICEF, a organisé un atelier national d'analyse des goulots d'étranglement et de planification nationale orientée vers les résultats dans le secteur Eau, Assainissement et de l'hygiène (WASH). C'était à Gitega, du 25 au 28 mars 2014.

« **D**ans le contexte de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), des objectifs du CSLP-II et de la vision 2025 du Burundi, ensemble nous devons œuvrer pour faire en sorte que tout enfant puisse vivre dans un meilleur environnement et ait accès à tous les services sociaux de base de qualité y compris l'accès à l'eau potable, à l'assainissement de base et la promotion de l'hygiène », a déclaré Natascha Paddison, représentante adjointe de l'UNICEF au Burundi dans la salle des conférences de l'Hôtel Helena au moment de l'ouverture de l'atelier WASH BAT.

Selon elle, c'est dans le but de renforcer les capacités des acteurs nationaux du secteur Eau, Hygiène et Assainissement en matière d'analyse de la situation, de planification et de budgétisation basé sur les évidences avec l'outil WASH BAT. L'UNICEF s'est engagé aux côtés du gouvernement du Burundi pour sa participation active au processus SWA (Assainissement et Eau pour Tous).

« Nous ne pouvons pas atteindre les objectifs assignés à notre programme de coopération si nous ne nous orientons pas vers une planification efficace orientée vers les résultats et basée sur un mécanisme de suivi et d'évaluation performant », a-t-elle souligné.

Dans cet atelier de quatre jours, il a été indiqué que l'analyse des goulots d'étranglement et de planification nationale orientée vers les résultats vise à soutenir l'accélération des taux de couverture en eau, hygiène et assainissement dans le pays à faible performance du secteur à travers des ressources humaines et techniques communes des partenaires du SWA. A la demande des pays en développement partenaires du SWA, le NPRI (National Planning for Results Initiative) orientée vers les résultats cherche à assister les pays qui n'ont pas les éléments constitutifs d'un cadre sectoriel adéquat ou un processus efficace de planification du secteur.

WASH BAT : un outil d'ordre international en matière de planning sectoriel

Les utilisateurs principaux de l'outil WASH BAT sont les ministères chargés de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Son application nécessite un effort de collaboration qui



De gauche à droite : Natascha Paddison ; représentante adjointe de l'UNICEF au Burundi ; Gérard Nibigira ; conseiller du gouverneur de Gitega

stimule le dialogue et la recherche de solutions impliquant un éventail d'intervenants du secteur et les partenaires extérieurs. Il fournit aussi une approche rationnelle, fondée sur des preuves pour formuler une stratégie d'investissement qui répond à plusieurs objectifs du secteur tels que l'efficacité, l'équité et la durabilité. Pour Tite Niyonzima, Directeur général des Infrastructures Hydrauliques et de l'Assainissement de base au ministère de l'Energie et Mines, le taux de couverture en eau potable en milieu rural est de 60% avec un taux d'utilisation de 46% et des disparités entre les provinces et les communes de chaque province.

« Le WASH BAT est un outil d'ordre international en matière de planning sectoriel. Grâce à lui, le pays sera capable de corriger ces disparités et de permettre à toute la population l'égal accès à l'eau potable », assure-t-il.

Quant à Berchmans Niragira, secrétaire permanent au ministère de l'Energie et des Mines, le secteur de l'eau au Burundi a connu jusqu'au milieu des années 1990 un développement très positif. Cependant celui-ci s'est dégradé à cause des conséquences négatives de la guerre civile qui a prévalu depuis Octobre 1993. « C'est pour répondre à ce défi que le Burundi a adhéré à l'Agence Intergouvernementale pour le SWA et a demandé son adhésion à l'initiative WASH BAT et NPRI », a reconnu ce haut cadre.

Selon le communiqué final, les participants dans cet atelier ont pu faire des progrès dans l'analyse des problèmes qui minent le secteur eau et assainissement. Non seulement ils ont appréhendé le mécanisme de NPRI, mais aussi le processus d'analyse des goulots d'étranglement à l'aide de l'outil WASH BAT est connu. Les stratégies pour corriger ou lever les goulots ont été identifiées ainsi que la maîtrise du processus d'estimation des coûts. ■

Des recommandations émises

A l'endroit du Secteur Eau Urbain, les participants ont demandé de renforcer le fonctionnement de la coordination du secteur en assurant la tenue régulière des réunions mensuelles, la participation effective de toutes les parties prenantes du secteur au niveau le plus élevé possible. Ils ont également souhaité qu'on assure la tenue des revues annuelles et rendre disponibles les rapports au plus tard dans le premier trimestre de l'année afin que les principales recommandations puissent être prises en compte dans la nouvelle planification annuelle. Et enfin, ils ont exigé que le ministère veille à la prise en compte de l'équité (tenir compte des groupes les plus vulnérables et marginalisés y compris les groupes spécifiques comme les enfants à l'école) et du genre dans la planification, la mise en œuvre des programmes de fourniture de l'eau en milieu urbain. Quant au Secteur Eau Rurale, il serait préférable de développer le cadre politique, technique et financier de la gestion des infrastructures

hydrauliques existantes en milieu rural pour la mobilisation des fonds extérieurs. Accroître les investissements pour l'amélioration de l'accès des populations rurales aux services d'eau potable. Et pour le Secteur Assainissement Urbain, il faut faire de l'assainissement une priorité, conformément aux engagements du Burundi dans l'initiative SWA. Concernant le Secteur Assainissement Rural, l'important serait de créer un cadre de concertation au niveau national, piloté par l'Etat avec une portée stratégique. Profiter de cette instance pour revoir les attributions précises des différentes institutions en charge de l'assainissement. Prise en compte par cette instance du critère de l'équité pour la priorisation des actions. Renforcer l'importance donnée à l'assainissement au sein des ministères concernés à travers la loi de finance. Sur le plan technique, prioriser les actions vers la création de la demande d'assainissement à travers la communication pour le changement de comportement. ■



Vue partielle des participants